

LES FAITS MARQUANTS DE LA PCNOOTODM-7: JEUDI 15 JUIN 2006

Jeudi matin, les délégués à la septième session du Processus Consultatif Non Officiel Ouvert à Tous sur les Océans et le Droit de la Mer (PCNOOTODM-7 ou Processus Consultatif) se sont réunis de nouveau en plénière pour procéder à l'examen de la question de la coopération et coordination, en particulier, relativement aux approches écosystémiques et océans. L'après-midi, les délégués ont engagé un échange de vues général sur les domaines de préoccupation et sur les actions nécessaires à entreprendre et se sont penchés sur les questions susceptibles de bénéficier d'une attention dans les travaux futurs de l'Assemblée Générale. Le Comité des Amis des Coprésidents présidé par Renée Sauvé (Canada) s'est réuni de nouveau à l'heure du déjeuner et toute la soirée.

PLENIERE

COOPERATION ET COORDINATION, EN PARTICULIER, RELATIVEMENT AUX APPROCHES ECOSYSTEMIQUES ET OCEANS: Patricio Bernal, de Océans-ONU, a donné un aperçu sur le travail accompli par Océans-ONU en 2005 et 2006, mettant en relief le Groupe d'Action d'Océans-ONU sur la Réponse Postérieure au Tsunami et la collaboration pour la création d'un système d'alerte précoce dans l'Océan Indien. S'agissant de l'application des approches écosystémiques, il a expliqué les fonctions d'Océans-ONU en tant que mécanisme de coordination pour le Secrétaire Général, et souligné l'établissement du Groupe d'action d'Océans-ONU: sur le Processus Régulier de Communication des Données et d'Evaluation de l'Etat du Milieu Marin de la Planète (EMM); sur la Biodiversité des Zones Marines situées au-delà des limites de Juridiction Nationale; et sur la Seconde Evaluation Intergouvernementale du Programme d'Action Mondial pour la Protection du Milieu Marin contre les Activités basées sur la Terre Ferme (PAM).

Salif Diop, du PNUE, a présenté un rapport sur la première réunion du Groupe Spécial de Pilotage de "l'Evaluation des Evaluations" de l'EMM, qui s'est déroulée à New York avant la PCNOOTODM-7. Il a fait état de discussions sur: la revue de l'étude mise à jour consacrée aux évaluations marines régionales et mondiales; les critères de sélection du groupe d'experts; et des modalités de sélection et de participation d'observateurs, aux réunions. Il a souligné l'importance du parachèvement de la nomination et désignation des représentants des pays, et de la mobilisation des ressources financières pour faire avancer le processus.

Au sujet du processus d'EMM, Bernal a souligné l'engagement des Etats membres à être moins normatifs sur la forme de "l'Evaluation des Evaluations," la protection de l'indépendance du groupe d'experts, et la garantie du caractère inclusif du processus. Il a souligné la nécessité de mobiliser les ressources pour financer "l'Evaluation des Evaluations," invitant les Etats membres à considérer

les possibilités de financement immédiates. La NAMIBIE et le Mexique ont appelé à des contributions volontaires au Groupe de Pilotage Spécial, pour s'assurer de l'avancement du processus.

Au sujet de l'application des approches écosystémiques, l'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE a plaidé pour la reconnaissance des données hydrographiques et des offices hydrographiques nationaux dans le processus. La COALITION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PECHE (ICFA) a plaidé pour l'évitement des conflits entre les parties prenantes en utilisant la gestion participative, les droits d'accès et d'utilisation pour les marins pêcheurs et les initiatives conduites par le secteur de l'industrie. Le représentant à mis en garde que les pêcheurs peuvent être méfiants à l'égard des approches écosystémiques qui imposent des prises réduites à court terme, mettant en exergue que de nombreux membres, les membres de l'ICFA ont un intérêt économique dans la pêche à la traîne dans les fonds marins, et a appelé à l'établissement d'un équilibre entre la sécurité alimentaire et les préoccupations touchant à la conservation. La FONDATION DAVID SUZUKI, au nom du CDRN, Greenpeace, Conservation International, l'Institut International de Biologie et de Conservation Marine, et la Société des Océans vivants, ont noté que les approches écosystémiques ne devraient pas impliquer uniquement le secteur de la pêche mais tous les secteurs. Il a déclaré que la prévention est consacrée dans les accords juridiquement contraignants et a appelé à la réforme des ORGP en vue d'appliquer les Articles 5 (principes généraux) et 6 (Application de l'approche de prévention).

Au sujet de la coopération et coordination, la CONVENTION DE RAMSAR a appelé à s'assurer de la synergie multisectorielle entre les conventions pertinentes à tous les niveaux, en vue de faire avancer l'application de l'approche écosystémique dans les eaux marines, côtières et intérieures. La COLOMBIE a souligné la nécessité de mener de nouvelles études sur les effets du bruit marin, et d'appliquer l'approche écosystémique en même temps que le principe de précaution, pour le traitement de l'ensemble des secteurs de l'activité marine. Au sujet de la structure institutionnelle de la gouvernance des océans, le CANADA a souligné la difficulté d'opérer une connexion entre les organismes internationaux et organismes gouvernementaux nationaux. L'AUSTRALIE a souligné la nécessité d'une coordination sectorielle et d'une mise à jour des dispositions des ORGP de manière à prendre en ligne de compte les approches écosystémiques.

Au sujet de la gouvernance en haute mer, l'UE a plaidé pour l'établissement d'un accord sur l'application de la CNUDM, qui permettrait une évaluation cumulative à travers les différents secteurs. Elle a appelé à la poursuite du processus entamé par le Groupe de Travail sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale, et a appelé la réunion à inviter l'Assemblée Générale à établir un processus de suivi. La FONDATION DAVID SUZUKI, au nom d'un certain nombre d'ONG, a déclaré que placer un moratoire sur la pêche à la traîne

dans les fonds marins, en haute mer, en attendant que des AMP et des régimes de gestion efficaces y soient mis en place, serait en phase avec l'approche de prévention. Le délégué a plaidé pour l'adoption d'un nouvel accord sur l'application de la CNUDM, traitant de l'ensemble des menaces posées à la biodiversité marine des zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale.

ECHANGE DE VUES GÉNÉRAL SUR LES DOMAINES DE PREOCCUPATION ET SUR LES ACTIONS NÉCESSAIRES À MENER: Au sujet des menaces posées à la biodiversité marine, le SIERRA CLUB a décrit les effets de la pollution sonore anthropiques sur les écosystèmes marins et avec la COALITION INTERNATIONALE CONTRE LE BRUIT DANS LE MILIEU MARIN, a appelé à des efforts multilatéraux de protéger les écosystèmes contre les effets du bruit. La NOUVELLE ZELANDE et le Mexique ont plaidé pour l'exploration des voies et moyens de protéger les océans contre la pollution sonore. L'AFRIQUE DU SUD, au nom du G77-Chine, a encouragé la considération des problèmes des décharges, du transit transfrontière des déchets dangereux et de pollution.

Au sujet de l'application de l'approche écosystémique, le CHILI a mis en garde contre l'imposition de dates butoirs rapprochées, soulignant le besoin d'une planification et de ressources adéquates. La NAMIBIE a favorisé l'application d'une approche régionale à la gestion des océans basée sur les écosystèmes, tout en reconnaissant que les ORGP peuvent être déstabilisées par le manque de participation, et a souligné la nécessité d'élargir le soutien apporté au Programme d'EMM du Courant de Benguela. Le G77-CHINE a souligné que les approches écosystémiques devraient prendre en ligne de compte les facteurs environnementaux, économiques et sociaux; la nécessité de la prévention; et les circonstances particulières des zones en question. Le MEXIQUE a déclaré que les approches écosystémiques devraient établir un équilibre entre le développement durable, la conservation et l'amélioration de la qualité de vie dans les communautés côtières. Le WWF a mis en garde que la prise en considération des écosystèmes n'est pas suffisante, et que la gestion doit maintenir l'intégrité des écosystèmes. GREENPEACE a déclaré que les utilisateurs des ressources devraient prouver que les activités commerciales n'auront pas des incidences défavorables sur les écosystèmes. Le COLLECTIF INTERNATIONAL POUR LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA PÊCHE a souligné la nécessité d'intégrer l'ensemble des pêcheurs traditionnels et artisanaux lors de l'établissement des AMP et a appelé les Etats à promulguer des lois interdisant la pêche à la traîne à l'intérieur de leurs ZEE. Le VENEZUELA a souligné la pertinence de la CDB et de l'UNFCCC à la gestion des océans. La FEDERATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DES TRANSPORTS a appelé à l'établissement de critères nécessaires à la détermination du lien authentique entre l'Etat du pavillon et le navire. La COMMISSION PERMANENTE POUR LA REGION SUD PACIFIQUE a souligné la nécessité de davantage de coordination et coopération à l'échelon régional. Le délégué des ETATS-UNIS a annoncé la création d'AMP le long des îles hawaïennes du nord-ouest.

Au sujet du renforcement des capacités, le délégué des BAHAMAS a souligné l'importance du partage des données par les pays qui disposent des connaissances pertinentes, pour la réalisation de la gestion intégrée. SAMOA a appelé au renforcement des capacités et au transfert des technologies pour l'application de l'approche écosystémique. L'INSTITUT INTERNATIONAL DES OCEANS (IIO) a ses programmes de renforcement des capacités.

Au sujet de la gouvernance en haute mer, la NOUVELLE ZELANDE, le G77-CHINE et le CDRN ont apporté leur appui à la proposition de l'UE de poursuivre les travaux du Groupe de Travail Spécial sur la biodiversité marine des zones au-delà des limites de juridiction nationale. Le délégué des ETATS-UNIS n'a pas apporté son soutien à l'idée d'élaborer un nouvel instrument pour la mise en application de la CNUDM, soulignant que la gestion efficace peut être réalisée par le renforcement des organisations existantes et la création d'ORGP dans les régions où elles n'existent pas.

L'ARGENTINE, appuyée par le CDRN, a souligné que les ORGP ne fournissent pas de solution pour le problème de la gouvernance en haute mer car elles ne sont pas représentatives de la communauté internationale, et a recommandé qu'un cadre institutionnel international soit élaboré de manière à s'appliquer à chaque pays dont les activités exercent un impact sur les écosystèmes de haute mer. Le G77-CHINE a souligné la nécessité, pour l'Assemblée Générale, de traiter la question de la pêche à la traîne, à sa 61^e session. Le JAPON et la REPUBLIQUE DE COREE ont fait objection à l'adoption d'un moratoire sur la pêche à la traîne dans les fonds marins en haute mer, soulignant que cette mesure ne serait pas basée sur la preuve scientifique. PALAU, GREENPEACE, le WWF, l'UICN et l'IIO ont apporté leur appui à l'adoption d'un moratoire sur la pêche à la traîne en haute mer, et la THAÏLANDE et GREENPEACE ont appelé à un accord sur la mise en application de la CNUDM pour permettre la création d'un réseau mondial des réserves marines non extractives et d'un régime de régulation exhaustif applicable en haute mer. Le PROJET DE RESTAURATION DES TORTUES MARINES a appelé à un moratoire sur les longues lignes pour sauver la tortue luth du Pacifique.

QUESTIONS SUSCEPTIBLES DE BÉNÉFICIER D'UNE ATTENTION DANS LES FUTURS TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: Le Coprésident Maqueira a invité les délégués à soumettre à la DODM-ONU des suggestions écrites concernant les questions nécessitant une poursuite d'examen.

COMITE DES AMIS DES COPRESIDENT

Le Comité s'est réuni à l'heure du déjeuner et dans la soirée pour poursuivre la rédaction des éléments à proposer à la considération de l'Assemblée Générale. La discussion s'est concentrée, entre autres, sur: les objectifs de la gestion basée sur les écosystèmes; la relation entre les êtres humains et les écosystèmes; la nécessité de prendre en considération les droits des Etats côtiers; et, les modalités pour la réalisation de la coopération dans la gestion des zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale. Au sujet des objectifs des approches écosystémiques, certains participants ont estimé que la gestion devrait maintenir l'intégrité des écosystèmes, tandis que d'autres ont souligné qu'elle devrait viser à s'assurer de l'utilisation durable et du développement des ressources. Au sujet des instruments disponibles pertinents à l'application des approches écosystémiques, les participants se sont accordés sur un libellé mettant en exergue la CNUDM et ses Accords sur l'application, les engagements du SMDD et la CDB. Le Comité de rédaction s'est poursuivi jusque tard dans la nuit.

DANS LES COULOIRS

Au moment où le comité des Amis des Coprésidents poursuivait ses travaux, la question de son caractère inclusif était à l'esprit d'un certain nombre de participants. Au cours de la plénière, le Coprésident Ridgeway a souligné le caractère non limité de la composition du comité, mais un délégué a signalé sa ressemblance de plus en plus grande à un comité de rédaction officiel et a regretté que la voix des ONG ait été emmitoufflée. Toutefois, d'autres délégués ont argué que la "politique de la porte ouverte" du groupe est la définition même de l'inclusion. N'importe comment, nonobstant les efforts fournis par le Coprésident Ridgeway pour faire en sorte que le groupe soit aussi efficace que possible, en prolongeant la session nocturne et en appelant les participants à faire montre de discipline, un participant n'a pas caché sa tristesse face à la longue soirée qui l'attend et à la journée encore plus longue du lendemain. C'était là une voie perdue dans le bourdonnement des conjectures sur le point de savoir si le débat ne risquait pas d'entrer dans des eaux agitées vendredi. L'une des manières de rester dans des eaux calmes serait peut être, pour les participants, de répondre à l'appel des Coprésidents à un "vendredi désinvolte," à travers l'adoption d'attitudes souples et d'un vestimentaire décontracté.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* consacré à la synthèse et analyse de la Septième Session du Processus Consultatif Non Officiel Ouvert à Tous sur les Océans et le Droit de la Mer sera disponible en ligne à partir du lundi 19 juin 2006 à: <http://www.iisd.ca/oceans/icp7/>